

Le développement économique

Il est incontestable que tous les intervenants dans la région insistent sur l'urgence du développement économique. La prochaine décennie ne doit pas être celle d'un déclin encore plus marqué de la qualité de vie de millions d'individus en Afrique australe. Leur optimisme et les racines de la démocratie sont trop fragiles.

Étant donné cet impératif essentiel, le Canada peut apporter une contribution importante à plusieurs niveaux. Tout d'abord, **le Sous-comité recommande que le Canada, en qualité de pays donateur, accorde son aide aux projets de développement de nature régionale qui visent au premier chef à réduire la pauvreté.** Répondre aux besoins fondamentaux de la personne, par exemple parvenir à une situation satisfaisante en matière de soins de santé, de logement, d'eau potable et d'assainissement, n'est pas une priorité nouvelle, mais nous craignons que cela soit de plus en plus négligé, à mesure que les défis de la région gagneront en complexité. Dans le choix ou la planification des initiatives d'aide, la politique canadienne doit veiller à ce que la collaboration régionale, la participation populaire et les mécanismes d'évaluation soient des éléments fondamentaux. Nous croyons qu'un retour à l'essentiel sera non seulement humanitaire, mais qu'il raffermira également une ambiance de participation, entretiendra une perspective régionale et, comme le mentionnait la Banque mondiale dans son rapport 1992 sur le développement, favorisera un environnement durable.

Second obstacle critique au développement économique, la pandémie de SIDA qui sévit dans beaucoup de pays de la région. Le SIDA frappe principalement les hommes et les femmes dans la force de l'âge, ceux-là mêmes qui contribuent au premier chef à la survie économique de leur famille et, en fin de compte, de leur État. Le fléau mine par ailleurs l'intégrité des générations futures, un nombre sans cesse grandissant d'enfants tombant sur le coup de la tragique maladie. Les conséquences pourraient être catastrophiques. Ainsi, certaines analyses de l'envergure du problème en Afrique du Sud laissent prévoir que quelque 60 p. 100 de la main-d'oeuvre pourraient, d'ici l'an 2004, avoir été éliminés par le SIDA ou être en train d'en mourir. Nous nous inquiétons sérieusement des éventuels coûts humains, sociaux et économiques du SIDA. Par conséquent, **le Sous-comité recommande au Canada d'accroître son appui à l'égard des programmes axés sur le SIDA en Afrique australe.**

À un troisième échelon, sans cesse plus important, de la gestion macroéconomique de la région, **le Sous-comité recommande au Canada de maintenir son appui à l'égard de l'organisation de la SADCC par divers moyens pratiques, à mesure qu'elle s'attaquera aux complexités inhérentes à la planification de l'intégration régionale.** Cela signifie qu'il faut non pas dicter les priorités économiques, mais plutôt aider et conseiller les planificateurs économiques dans l'élaboration d'un régionalisme propre à l'Afrique australe. Il est évident que cette tâche est tout aussi importante en Afrique du Sud, où un nouveau gouvernement démocratique devra prendre des décisions économiques clés. En conséquence, **le Sous-comité recommande que le Canada continue d'appuyer les efforts de recherches et de planification stratégique des parties représentant la majorité noire en Afrique du Sud.** En outre, pour encourager l'établissement de liens économiques mutuellement avantageux dans la région, **le Sous-comité recommande que le ministère des Affaires extérieures réévalue sa décision de retirer d'Afrique subsaharienne tous ses délégués commerciaux.**